

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg

Strasbourg, le 17/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MARS WRIGLEY CONFECTIONERY FRANCE

3 Chemin de la Sandlach
BP 36
67501 Haguenau

Code AIOT : 0006700608

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement MARS WRIGLEY CONFECTIONERY FRANCE implanté 3 chemin de la Sandlach BP 10036 67500 Haguenau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARS WRIGLEY CONFECTIONERY FRANCE
- 3 chemin de la Sandlach BP 10036 67500 Haguenau
- Code AIOT : 0006700608
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MARS WRIGLEY CONFECTIONNERY à HAGUENAU exploite des unités de production de confiseries chocolatées

Thèmes de l'inspection : Air, Bruits et Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 24/11/2020, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Auto surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, article 9.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, article 6.2.2.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, article 3.2.4	Sans objet
4	fiches de données sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
6	Auto surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, article 9.2.3 et 1.71	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit prévenir l'inspection en cas de modifications même temporaires de rejet de ses eaux usées industrielles.

Les eaux pluviales sont à analyser, les rejets air et mesure de bruit à refaire à la suite de dépassements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, article 3.2.4	
Thème(s) : Risques chroniques, Air	
Prescription contrôlée :	
« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :	
Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° B1
Poussières	5
SO ₂	50
NO _x en équivalent NO ₂	100

Constats : L'exploitant a présenté les mesures du 25 mai 2023 :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° B1
Poussières	1,5

SO ₂	0,5
NO _x en équivalent NO ₂	6,2

Les mesures sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2020, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, COV

Prescription contrôlée :

N° conduit	Installations raccordées	Combustible ou nature du rejet	Flux total en g/h	Concentrations en mg/Nm ³
1 à 6	Imprimantes et installations de nettoyage	COVNM	800	140

Conditions générales de rejet :

	Hauteur (m)	Débit nominal (Nm ³ /h)	Vitesse mini d'éjection (m/s)
Conduits N° 1 et 2	9	4800	> 5
Conduits N° 3 à 6	3	1000	> 5

Constats : Les mesures réalisées en août 2024 montrent le respect des flux et des concentrations réglementaires. Toutefois, il a été relevé que la conduite n°6 présente une vitesse d'éjection inférieure à la valeur réglementaire de 5 m/s, avec une vitesse mesurée de 2,9 m/s, alors que lors des mesures effectuées en avril 2022, cette vitesse atteignait 25 m/s.

L'exploitant a indiqué qu'un dysfonctionnement du conduit pourrait être à l'origine de cette baisse de vitesse. Il lui appartient, en conséquence, de réaliser de nouvelles mesures sur la conduite n°6, en s'assurant du respect des vitesses d'éjection réglementaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure : refaire les mesures sur la conduite n°6

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Auto surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, articles 9.2.3		
Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales		
Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :		
Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : Angle Sud-Ouest, Proximité local incendie, Zone parking		
MEST	Échantillons moyens sur 24 h	Annuelle
Hydrocarbures totaux		
Constats :		
L'exploitant n'a pas procédé à des analyses des eaux pluviales, bien que celles-ci transitent par un séparateur avant rejet. Cette situation constitue un écart.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure d'effectuer les mesures des eaux pluviales		
Proposition de délais : 3 mois		

N° 4 : fiches de données sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, mets en œuvre des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise des risques
Constats : Le service environnement du site dispose des fiches de données sécurité, il communique aux différents service un « résumé » de ces fiches nommées « Seirich » développées par l'INRS, mais ces résumés peuvent manquer d'exhaustivité : - Pour la soude MIP-SC, lors de la visite d'inspection de 2023, le résumé ne mentionnait pas les incompatibilités, désormais cela a été ajouté ; - Concernant l'Alocodes GF, la fiche de synthèse ne précisait pas l'interdiction d'utilisation de jets d'eau en cas d'incident. Néanmoins, il a été constaté sur le terrain que ce produit était stocké dans une armoire isolée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, article 6.2.2.		
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit		
Prescription contrôlée :		
PÉRIODES	Jour : allant de 7h à 22h	Nuit : allant de 22h à 7h
point 1	63 dB(A)	49 dB(A)
point 2	58 dB(A)	59 dB(A)
point 3	69 dB(A)	60 dB(A)
point 4	60 dB(A)	47 dB(A)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté des mesures effectuées en juin 2025, les résultats sont conformes, à l'exception des point 2 et 4 en période nocturne, les valeurs étant de 61,5 et 54,5 dB(A), cependant les valeurs limites d'émergences sont respectées.</p> <p>L'exploitant a présenté un porté à connaissance daté de juillet 2025, proposant de retenir comme valeur limite celle fixée par l'arrêté du 23 janvier 1997, soit 60 dB(A), en vue d'une modification de son arrêté préfectoral.</p> <p>Cette demande devra faire l'objet d'une analyse par l'inspection.</p>		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect des valeurs de bruits		
Proposition de délais : 3 mois		

N° 6 : Auto surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, articles 17.1			
Thème(s) : Risques chroniques, eaux de surfaces			
Prescription contrôlée :			
Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant		
	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Normes de la mesure
Eaux résiduaires après épuration issues du rejet interne - Sortie station d'épuration interne			
pH		En continu	
Température			
Débit			
DCO	Échantillons moyens sur 24 h	Journalier	NF T 90101
DBO ₅		Hebdomadaire	NF EN 1899-1
MEST		Journalier	NF EN 872
N global, P total		Hebdomadaire	

Article 1.7.1. INFORMATION

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article R.512-33 du code de l'environnement).

Constats :

1) Concernant les eaux résiduaires industrielles rejetées vers la Station épuration urbaine, l'exploitant n'a pas réalisé d'analyses entre septembre 2025 et la mi-novembre 2025, en raison de la mise en maintenance de sa station d'épuration interne.

L'exploitant a déclaré disposer d'un accord de la collectivité, qui lui imposait uniquement le suivi du pH et du débit. Toutefois, en l'absence d'analyses complètes, un risque de non-respect des autres paramètres réglementaires ne pouvait être exclu.

Il est toutefois précisé que les analyses ont repris depuis la mi-novembre 2025 et que les résultats sont conformes aux valeurs limites applicables.

2) L'exploitant n'a pas informé l'inspection, en amont, de l'arrêt de sa station d'épuration interne, ni du rejet direct des effluents au réseau public, ni des modalités de suivi analytique associées.

Il convient que, lors de toute opération similaire à l'avenir, l'exploitant porte préalablement ces éléments à la connaissance de l'inspection

Type de suites proposées : sans suites

Proposition de suites : l'exploitant doit informer l'inspection en cas de modification même provisoire